

*Proposition présentée par les députés :
M^{me} et MM. Christo Ivanov, Stéphane Florey, Virna
Conti, Gilbert Catelain, Sébastien Thomas, André Pfeffer,
Marc Falquet, Patrick Lussi*

Date de dépôt : 11 avril 2022

Proposition de motion

pour que Genève reste un lieu pour la paix (*La neutralité, une composante essentielle pour que continue à rayonner la Genève internationale au service de la paix*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- les événements qui se déroulent en Ukraine ;
- que la Suisse est neutre depuis plus de 200 ans et qu'elle a été épargnée par tous les grands conflits armés ;
- qu'en tant que petit pays, la Suisse se tient à l'écart des grandes puissances et que, en contrepartie, elle offre ses bons offices ;
- que Genève abrite l'un des deux centres de coopération internationale les plus importants du monde et un lieu clé pour les pourparlers de paix ;
- que Genève a été choisie comme siège de la Société des Nations en raison de son appartenance à un pays neutre et parce qu'à son nom sont associés Jean-Jacques Rousseau, Henry Dunant, la Croix-Rouge internationale et que, selon l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, l'esprit de Genève est fait de raison, de sagesse et de tolérance ;
- que, lorsque le président américain Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine se sont rencontrés à Genève, le président de la Confédération Guy Parmelin les a accueillis fièrement à Genève « ville de paix », formule heureuse reprise maintes fois ;
- que la Ville de Genève, le canton et la Confédération ont œuvré ensemble pour assurer les préparatifs de la rencontre et offrir les meilleures conditions d'accueil aux deux délégations ;

- qu'en offrant ses bons offices, la Suisse en ferait bien plus pour la paix qu'avec des représailles ;
- qu'ainsi qu'on a pu l'observer notamment dans le cas du conflit en Syrie, en raison du blocage du Conseil de sécurité de l'ONU, les débats ont tendance à se passer à Genève au sein du Conseil des droits de l'homme où le droit de veto n'existe pas ;
- qu'en condamnant la Russie et en reprenant les sanctions décidées par l'UE (telle l'interdiction de survol de notre territoire par tout avion russe), la Suisse a rendu très difficile toute réunion pouvant réunir les belligérants à Genève,

invite le Conseil d'Etat

à plaider auprès du Conseil fédéral que la Suisse s'en tienne strictement et sans compromis à la neutralité armée perpétuelle et à son offre de bons offices, que notre canton a offerts par le passé et peut offrir aujourd'hui aux belligérants.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

L'évolution rapide de la politique internationale se caractérise par un ton toujours plus agressif. C'est l'occasion pour la Suisse neutre de repenser et de préciser sa position, en se focalisant sur la neutralité et la sécurité face aux événements internationaux. Cette tâche doit être une priorité du gouvernement fédéral. Les événements mondiaux sont dominés par la lutte entre la Chine et les USA pour la place de première puissance mondiale (politique, économie, armement). Les sanctions économiques visant la Chine (comme l'interdiction de facto d'importation de produits semi-conducteurs de la région du Xinjiang) imposées par les USA affectent d'ores et déjà sensiblement l'économie mondiale.

L'Europe est sous emprise russe car ces derniers, fournisseurs d'énergie difficilement remplaçables pour l'Allemagne, souhaitent renforcer leur positionnement stratégique sur l'Europe occidentale tout en faisant fi de l'OTAN. Les pays d'Europe occidentale, submergés par le surendettement, sont loin d'avoir une position unie face au conflit Russie-Ukraine. Les efforts de centralisation de l'UE, dont Bruxelles espère tirer des cartes lui permettant de s'affirmer comme un « global player » sur la scène internationale, suscitent des réactions très contrastées dans les Etats membres de l'UE.

Après la chute du rideau de fer, suivie par l'effondrement du bloc soviétique, la menace a diminué. Malgré une résistance verbale de la Russie, l'OTAN et l'UE se sont rapidement étendues vers l'est. Les Balkans ont ensuite sombré dans une brutale et violente guerre civile qui fut finalement stoppée militairement par l'OTAN (afin de contourner, sans mandat de l'ONU, le veto russe prévisible au Conseil de sécurité de l'ONU).

Dès le début du conflit russo-ukrainien et en réponse à la décision surprenante du Conseil fédéral de s'aligner sur les sanctions décidées par Bruxelles, il convient de rappeler avec sagesse que la Suisse est neutre depuis plus de 200 ans et que, depuis lors, notre pays été épargné par tous les grands conflits armés. En contrepartie, la Suisse offre ses bons offices.

Il en fut récemment ainsi lorsque le président américain Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine se sont rencontrés à la mi-juin 2021 à Genève. Le président de la Confédération Guy Parmelin les a fièrement accueillis à Genève, « **ville de paix** ». Nos autorités se sont réjouies d'avoir pu contribuer avec succès à la réussite de ce sommet.

En condamnant la Russie et en reprenant les sanctions décidées par l'UE (telles que l'interdiction de survol de notre territoire par tout avion russe), la Suisse rend quasiment impossible toute réunion des belligérants à Genève.

Préserver la neutralité de la Suisse, qui a fait ses preuves

Une neutralité armée perpétuelle crédible, focalisée et limitée à l'offre de ses « bons offices » dans le contexte international, est indispensable à la sécurité permanente de la Suisse. Si notre pays veut rester reconnu comme un pays neutre crédible sur la scène internationale, il ne doit pas s'aventurer sur le terrain glissant de la politique extérieure des campagnes morales internationales, des décisions sur la guerre et la paix ou encore sur l'acquittement ou l'accusation d'autres Etats et d'autres puissances.

Genève est le canton qui a le plus bénéficié de la neutralité suisse. Avec le caractère républicain de sa cité, son héritage calviniste et son esprit humanitaire, Genève a été sélectionnée comme siège de la Société des Nations, organisation qui précéda l'ONU. Sans son appartenance à un pays neutre, Genève ne serait jamais devenue le symbole du dialogue international qu'elle est aujourd'hui.

C'est pourquoi la présente proposition de motion invite le Conseil d'Etat à faire savoir au Conseil fédéral que notre canton souhaite que les autorités de la Confédération s'en tiennent strictement et sans compromis à la neutralité armée perpétuelle et puissent ainsi endosser un rôle unique et historique auprès des principaux protagonistes. Un rôle qui l'a jusqu'à présent singularisée auprès des autres nations et qui a fait de Genève l'un des deux centres de coopération internationale les plus importants du monde et un lieu clé pour les pourparlers de paix.

Au vu de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à cette proposition de motion.